

DISPOSITIF

DE SIGNALEMENT



VIOLENCES



DISCRIMINATION



j'alerte

**JE SUIS
VICTIME ou
TÉMOIN
D'UNE
SITUATION**

**DANS LE CADRE
DU TRAVAIL**



AGISSEMENT
SEXISTE



HARCÈLEMENT



CENTRE DE GESTION DE LA
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
BOUCHES-DU-RHÔNE

 **allo
discrim**

POURQUOI ?

L'article 80 de **la loi du 6 août 2019** a modifié la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires en instaurant « un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements ».

Ce nouveau dispositif s'impose à toutes les administrations, les collectivités territoriales et les établissements publics.

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique en fixe le cadre réglementaire : obligations des employeurs, contenu du dispositif et procédures à instituer, information des agents, confidentialité des informations communiquées par les agents.

Afin de permettre aux collectivités et établissements publics du département des Bouches-du-Rhône de remplir cette nouvelle obligation, **le CDG 13 propose un dispositif « clé en main » par voie de convention.**

POUR QUI ?

LE DISPOSITIF S'ADRESSE AUX AGENTS S'ESTIMANT VICTIMES OU TÉMOINS D'ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCÈLEMENT MORAL OU SEXUEL OU D'AGISSEMENTS SEXISTES PARMIS :

1 L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITÉ OU DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC : stagiaire, titulaire, contractuel, apprenti...

2 LES AGENTS AYANT QUITTÉ LES SERVICES depuis moins de six mois

3 LES CANDIDATS À UN RECRUTEMENT dont la procédure a pris fin depuis 3 mois au plus.

POUR QUELS ACTES ?

RELÈVENT DU DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT LES AGISSEMENTS ET ACTES SUIVANTS :

LES VIOLENCES

Ensemble d'attitudes qui manifestent de l'hostilité ou de l'agressivité entre les individus, volontairement ou involontairement, à l'encontre d'autrui sur sa personne ou sur ses biens.

- ✓ **Les violences verbales :**
menaces, injures et diffamations, outrages
- ✓ **Les violences physiques :**
atteintes à l'intégrité physique d'un individu aux conséquences multiples (préjudice esthétique, souffrance, handicap irréversible, voire perte de la vie, choc émotionnel ou trouble psychologique).
- ✓ **Les violences sexuelles :**
acte sexuel, tentative d'acte sexuel, commentaire ou avance de nature sexuelle dirigés à l'encontre d'un individu et sans son consentement.

LE HARCÈLEMENT

Fait d'imposer à une personne une conduite abusive qui peut porter atteinte à ses droits, à sa dignité, ou altérer son état de santé ou compromettre son avenir professionnel.

- ✓ **Le harcèlement sexuel :**
propos ou gestes à connotation sexuelle, attitude particulièrement insistante malgré des refus répétés, propositions de nature sexuelle
- ✓ **Le harcèlement moral :**
ensemble d'agissements répétés qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte aux droits de l'agent, et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou encore de compromettre son avenir professionnel.

LES DISCRIMINATIONS

Inégalités de traitement dans le domaine de l'emploi, du logement, de l'éducation, de la formation... sur le fondement de critères prohibés par la loi : l'âge, l'apparence physique, l'appartenance ou non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, à une nation, à une prétendue race, à une religion déterminée, l'état de santé, le handicap, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, les opinions politiques ou syndicales...

À ce jour, **la loi reconnaît plus de 25 critères de discrimination.**

LES AGISSEMENTS SEXISTES

Agissements liés au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant (blagues, remarques, stéréotypes...).

QUE PRÉVOIT LE DISPOSITIF DE SIGNALEMENT PROPOSÉ PAR LE CDG 13 ?

Le CDG 13 a fait le choix de s'appuyer sur un tiers expert **ALLODISCRIM**.



ALLODISCRIM garantit les principes fondamentaux du dispositif : **protection** des données personnelles recueillies, **anonymat** vis-à-vis de l'employeur tant que **la confidentialité** n'est pas explicitement levée, **impartialité des avis et qualifications**, traitement **rapide** des signalements urgents.

UNE PLATEFORME SIMPLE ET SÉCURISÉE

pour le recueil des signalements (accessible depuis tout navigateur web, disponible 24H/24 et 7J/7)

DES PRESTATIONS DE TRAITEMENT DES SITUATIONS

et notamment d'enquête administrative

UN KIT DE COMMUNICATION

personnalisable à destination des agents



QUELLES SUITES AU SIGNALEMENT ET QUELLES GARANTIES POUR LE SIGNALANT ?

ALLODISCRIM analyse le signalement, qualifie ou non la situation et donne tout conseil utile au signalant.

LES GARANTIES POUR LE SIGNALANT SONT :

- ✓ Une prise en charge sous 12 heures ouvrées par des **professionnels du droit**.
- ✓ Le respect de **la confidentialité de l'alerte**.
- ✓ L'**orientation** vers les professionnels compétents et/ou les autorités qualifiées.

QUI PEUT ADHÉRER AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT PROPOSÉ PAR LE CDG13 ET QUEL EN EST LE COÛT ?

Le dispositif s'adresse à toutes les collectivités et tous les établissements publics du département des Bouches-du-Rhône, qu'elles soient affiliées ou non affiliées au CDG13. L'adhésion se fait par voie de **convention**.

LE COÛT EST COMPOSÉ DES ÉLÉMENTS SUIVANTS

✓ DES FRAIS DE GESTION ANNUELS

Contribution financière annuelle aux frais de gestion supportés par le CDG 13 (*mise en place du dispositif, mise à disposition de la plateforme de recueil des signalements et d'un kit de communication, pilotage du dispositif*). Les frais de participation annuelle varient selon le seuil de la collectivité :

**MOINS de
350 AGENTS**
Inclus dans la
cotisation
additionnelle

**ENTRE 350
et 900 AGENTS**
800€

**ENTRE 1000
et 1 999 AGENTS**
1 200€

**PLUS DE
2 000 AGENTS**
1 500€

✓ UNE TARIFICATION DES PRESTATIONS

Correspondant aux coûts de traitement des situations en cas de saisine par un agent. Ces coûts, à la charge des collectivités, sont directement payés auprès du prestataire ALLODISCRIM. La tarification des prestations peut-être communiquée sur demande de la collectivité.

COMMENT ADHÉRER AU DISPOSITIF ?

L'adhésion au dispositif nécessite au préalable une information **auprès de votre Comité Social Territorial et d'une délibération de l'assemblée délibérante autorisant l'adhésion au dispositif du CDG 13.**

1 Information
au Comité
Social Territorial
compétent

2 Délibération

3 Signature de
la convention
et du certificat
d'adhésion

4 Déploiement
du dispositif

Le Service Protection et Assurances du CDG 13 reste à votre disposition et à votre écoute :

04 42 54 40 50 • signalement@cdg13.com



ANNEXES



N° «NUM_CONV»

CONVENTION D'ADHESION AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE

Entre

«DET_COLL» «NOM_COLL»

Et

**Le Centre de Gestion de La Fonction Publique Territoriale des
Bouches-Du-Rhône (CDG 13)**

Vu – Le Code général de la Fonction Publique ;

Vu – La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu – Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu – La délibération n° 45_23 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône en date du 20 juin 2023 instaurant la mission de dispositif de signalement des actes de violences et fixant les montants de participation financière

Vu – La délibération n° 24_20 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Bouches du Rhône en date du 05 novembre 2020 autorisant Monsieur Georges CRISTIANI, en sa qualité de Président, à signer les conventions conclues entre le CDG 13 et les tiers ;

Vu – La délibération n° «NUM_DELIB» de «DET_COLL» «NOM_COLL» en date du «DATE_DELIB» autorisant «NOM_PRENOM AUTORITE» en sa qualité de «FONCTION AUTORITE» à signer la présente convention ;

PREAMBULE

La loi de Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 a introduit l'obligation pour tous les employeurs publics de mettre en place un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique conformément à l'article L135-6 du CGFP, complétée par le décret 2020-256 du 13 mars 2020.

Les objectifs majeurs de ce dispositif sont les suivants :

- Effectivité de la lutte contre tout type de violence, discrimination, harcèlement et en particulier les violences sexuelles et sexistes ;
- Protection et accompagnement des victimes ;
- Sanction des auteurs ;
- Structuration de l'action dans les 3 versants de la fonction publique pour offrir des garanties identiques ;
- Exemplarité des employeurs publics.

Le décret n° 2020-256 d'application détermine les composantes du dispositif à mettre en œuvre par les employeurs publics :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative.

Enfin, le Code général de la Fonction Publique précise que « **les centres de gestion mettent en place, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement (...)** ».

Cette nouvelle mission est donc ouverte à l'ensemble des collectivités affiliées et non affiliées qui en feraient la demande.

A la suite d'une procédure de mise en concurrence, le dispositif est souscrit par le CDG13 auprès du cabinet ALLODISCRIM pour une durée de 2 ans du 21/06/2023 au 20/06/2025, renouvelable pour une année, soit jusqu'au 20/06/2026.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : PARTIES

«DET_COLL» «NOM_COLL», représentée par «NOM_PRENOM AUTORITE» agissant en qualité de «FONCTION AUTORITE»,

ET

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône représenté Monsieur Georges CRISTIANI, agissant en qualité de Président,

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les conditions d'adhésion au dispositif de signallement souscrit par le CDG13 et les engagements respectifs de chacune des parties.

Cette adhésion permet à la collectivité ou l'établissement adhérent au dispositif de répondre aux obligations fixées par le décret 2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- La fourniture d'un outil dématérialisé et sécurisé de recueil des signalements des agents (traçabilité des échanges) ;
- Des prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention est conclue à compter de la date de signature jusqu'à la fin du contrat, soit le 20 juin 2025 à minuit.

La présente convention est renouvelable une fois, par tacite reconduction, pour une durée d'un an sous réserve que le contrat soit prolongé pour cette même durée.

ARTICLE 3 : ADHESION AU DISPOSITIF

L'adhésion de la commune au dispositif proposé par le CDG13 donne lieu :

- A la conclusion de la présente convention qui permet notamment à la commune adhérente de bénéficier de l'accès à l'outil dématérialisé de recueil des signalements et aux outils de communication ;
- A la signature d'un certificat d'adhésion entre le cabinet ALLODISCRIM en charge des prestations de conseil et de traitement des situations, la commune / établissement public et le CDG13.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU CDG13

Le CDG13 s'engage à assurer une information sur le dispositif auprès des collectivités et établissements publics du département tout au long de la durée du marché, en partenariat avec le titulaire du dispositif.

Le CDG13 s'engage à informer le titulaire de l'adhésion de la collectivité au dispositif et suit la demande d'adhésion jusqu'à la signature du certificat d'adhésion. Le responsable

du pôle Ressources du CDG13 est l'interlocuteur privilégié de la collectivité pour la mise en œuvre du dispositif.

Le CDG13 s'engage à informer la collectivité de toute modification qui pourrait concerner le dispositif.

4.1 Fourniture d'un outil dématérialisé et sécurisé de recueil des signalements

L'accès à une plateforme internet sécurisée répondant aux critères suivants :

- Gestion de l'anonymat et de la confidentialité ;
- Respect des obligations RGPD (certificat de conformité) et RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) ;
- Plateforme « responsive » s'adaptant à tous les types d'écrans depuis un navigateur web (mobile, tablette, PC...) ;
- Gestion de confirmation de réception et de lecture des messages ;
- Accès 24h/24h et 7j/7j à la plateforme et à un serveur vocal connecté à la plateforme ;
- Assistance technique aux utilisateurs (hotline) avec une personne dédiée répondant aux appels (pas de serveur vocal).

La création d'un compte pour la commune adhérente intégrant les services suivants :

- Paramétrage et actualisation des référents habilités par l'autorité territoriale à se connecter afin de suivre les situations
- Formation à l'utilisation de la plateforme assurée au moment de l'installation du compte (webinaire de prise en main), et mise à disposition d'un support téléchargeable
- Possibilité de suivre toutes les étapes de prise en charge du signalement par les différents référents jusqu'à la clôture de la situation, dans la limite du respect du secret professionnel et sous réserve de la levée formelle d'anonymat et de confidentialité.
- Possibilité d'exporter les données anonymisées pour obtenir un état récapitulatif des signalements à destination de l'employeur
- Assistance technique aux utilisateurs (hotline).

La mise à disposition d'un kit de communication personnalisable :

Le titulaire met à disposition du CDG13 et des adhérents un kit de communication (digital et print) pour informer les agents du dispositif conformément aux articles 3 et 5 du décret précité.

4.2 Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations

Le titulaire propose un dispositif « clé en main » comportant une gamme de prestations de conseils activables par les agents et/ou les employeurs adhérents, sur la totalité du processus, du signalement au traitement des situations.

4.2.1 L'orientation et l'accompagnement des agents

Phase 1 – L'examen de la recevabilité de la demande

Le titulaire contacte le signalant dans un délai maximum de 2 jours ouvrés après signalement. Il évalue la situation de l'agent, informe le demandeur dont le signalement ne relèverait manifestement pas de ses attributions, il réoriente si nécessaire celui-ci vers d'autres structures : service des ressources humaines, médecine de prévention, services sociaux, service d'accompagnement psychologique, médiateur.

Par ailleurs, le titulaire doit avoir la capacité de recueillir et analyser les signalements de faits avérés ou présumés de discrimination ainsi que des faits de violence sexiste, sexuelle et de harcèlement émanant soit des personnes se considérant elles-mêmes victimes de tels faits, soit d'autres agents de la collectivité, simples témoins souhaitant alerter ou intervenant dans l'intérêt de celles-ci et auquel cas, dument mandatés.

Pour ce faire, le titulaire :

- Met en place un ou plusieurs entretiens téléphoniques et échanges nécessaires avec le demandeur ;
- Invite, le cas échéant, le demandeur à lui fournir des précisions ou indices de nature à étayer sa demande ;
- Procède à une première analyse juridique de la situation et caractérise, le cas échéant, la qualification d'un des actes relevant du décret 2020-256 précité.

A l'issue de cette 1^{ère} phase, si l'action du titulaire a permis de résoudre la difficulté rencontrée par le demandeur, le dossier est clôturé.

En revanche, si la caractérisation d'un des actes listés dans le décret précité est présumée, le titulaire engage une 2^{nde} phase d'accompagnement.

Phase 2 – L'accompagnement et l'orientation en cas de recevabilité du signalement

Lorsque le signalement est recevable, le titulaire assure un accompagnement renforcé de l'agent.

Selon la nature du signalement, le prestataire oriente l'agent vers les professionnels compétents pour répondre à ses besoins.

Pour ce faire, le titulaire organise selon les situations :

- Un plan d'actions sur les suites à donner au signalement en lien avec le demandeur ;
- Un dispositif de soutien psychologique du demandeur, le cas échéant ;
- Un conseil juridique au signalant avec l'appui d'un professionnel compétent ;
- Le recours à tout autre professionnel selon les besoins identifiés (assistant social...), le cas échéant.

4.2.2 L'accompagnement des employeurs publics au traitement des faits signalés

Le titulaire peut être amené à réaliser, sur demande de l'autorité territoriale, une enquête administrative pour assurer le traitement des faits signalés.

Pour ce faire, le titulaire réalise :

- Le cadrage de la démarche ;
- L'enquête administrative et sa restitution.

4.2.3 La mise à disposition d'un kit de communication personnalisable

Le titulaire met à disposition du CDG13 et des adhérents un kit de communication (digital et print) pour informer les agents du dispositif de signalement conformément aux articles 3 et 5 du décret précité.

4.3 Pilotage du contrat-cadre

Le CDG13 s'engage à assurer l'interface avec le prestataire.

A ce titre, un comité de pilotage est organisé chaque année permettant de réaliser un bilan quantitatif et qualitatif du fonctionnement du dispositif et un partage des bonnes pratiques. Une synthèse de ce bilan sera communiquée aux collectivités adhérentes au dispositif.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage au moment de son adhésion à :

- Désigner un ou plusieurs référents dont les coordonnées seront communiquées au prestataire pour l'ouverture d'un compte sur la plateforme de recueil des signalements ;
- Communiquer sur le dispositif auprès de ses agents à l'appui du kit de communication fourni conformément à l'article 5 du décret n° 2020-256 précité ;
- Fournir les documents demandés et nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Prendre en charge financièrement les accompagnements prévus à l'article 4.2 de la présente convention ;
- Assurer le traitement complet des faits signalés conformément au 3° de l'article 1^{er} du décret n° 2020-256 précité.

La collectivité s'engage à communiquer au CDG13 toute difficulté qu'elle pourrait rencontrer dans le cadre de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 6 : PARTICIPATION FINANCIERE

Au titre de son adhésion au dispositif, la collectivité versera au CDG13 une participation financière annuelle relative aux frais des gestion dont le montant est déterminé comme suit :

Seuil collectivité	Montant de la participation annuelle
Moins de 350 agents	Inclus dans la cotisation additionnelle
Entre 350 et 999 agents	800 €
Entre 1 000 et 1 999 agents	1 200 €
Plus de 2 000 agents	1 500 €

Cette participation financière correspond à une contribution aux coûts supportés par le CDG13 pour :

- La mise en place du dispositif ;
- La mise à disposition d'un outil dématérialisé de recueil des signalements (plateforme sécurisée) ;
- La mise à disposition d'un kit de communication ;

- Le pilotage du dispositif.

En ce qui concerne les prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations, ces services sont directement facturés par le titulaire ALLODISCRIM à la collectivité dans le respect des conditions fixées dans le certificat d'adhésion précité.

ARTICLE 7 : FACTURATION ELECTRONIQUE (Chorus Portail Pro)

La collectivité est identifiée par son n° SIRET «SIRET».

Si la collectivité a fait le choix de rendre obligatoire des codes services ou des références d'engagement, elle s'engage à communiquer au service ces informations obligatoires afin de permettre le dépôt de la ou des factures(es).

ARTICLE 8 : PROTECTION DES DONNEES

Les informations recueillies par le CDG13 dans le cadre cette mission sont enregistrées dans un fichier informatisé par le responsable de traitement du CDG13. Les données collectées servent à assurer la mise en œuvre des missions.

En ce qui concerne les données personnelles recueillies par les prestataires sous-traitants dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, la collectivité ou l'établissement adhérent est responsable du traitement et à ce titre, atteste avoir pris connaissance de la politique de protection des données proposée par le titulaire.

Les données sont conservées pendant la durée de la présente convention, et au-delà en fonction des règles relatives à la prescription des actions en responsabilité professionnelle du titulaire.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, lequel ne pourra pas en bouleverser l'économie générale sous peine de dénoncer ladite convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect, par l'une et/ou l'autre partie ou les deux, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une et/ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de huit jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : CONTENTIEUX

A défaut d'accord amiable, tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention entre les parties est soumis à la juridiction du tribunal territorialement compétent :

Tribunal Administratif - 31 rue Jean-François Leca - 13002 MARSEILLE

Fait à Aix-en-Provence, le
En deux exemplaires originaux

Pour «DET_COLL» «NOM_COLL»,

Pour le CDG 13,

«DET_FONCTION AUTORITE» «FONCTION AUTORITE»,
«NOM_PRENOM AUTORITE»

Le Président,
Georges CRISTIANI

PROJET



PROJET DE DELIBERATION
ADHESION DISPOSITIF DE SIGNALEMENT
COLLECTIVITES/ETABLISSEMENTS AFFILIES

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes proposé par le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône (CDG13)

Avertissement : ce modèle ne constitue qu'une trame indicative à adapter selon les employeurs. Elle contient à minima les informations indispensables à l'adhésion au dispositif proposé par le CDG13.

L'an deux mil vingt trois

Le (jour) (mois) à (heures minutes)

Le conseil municipal (ou d'administration...) légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Madame / Monsieur , Maire/Président

Date de convocation :

Date d'affichage :

Nombre de conseillers :

- en exercice :
- Présents :
- Votants :
- Pouvoir :

Présents :

Absents :

Monsieur (ou Madame) le Maire (ou le Président) rappelle à l'assemblée :

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (TFP) a créé un nouvel article 6 quater A dans la loi n°83-634 fixant les droits et obligations des fonctionnaires, qui prévoit pour les employeurs des trois versants de la fonction publique, l'obligation d'instaurer un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein des collectifs de travail.

Projet de délibération

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du CDG13 Page 1 sur 4

Ce dispositif est désormais codifié à l'article L.135-6 du code général de la fonction publique (CGFP) et le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise les mesures à mettre en œuvre par les employeurs publics.

La loi précitée crée également un nouvel article 26-2 dans la loi 84-53 (relative au statut de la fonction publique territoriale) qui indique que « les centres de gestion mettent en place, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu à l'article 6 quater A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée ».

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône (CDG13) propose une nouvelle prestation pour la mise en place de ce dispositif obligatoire. Il a choisi d'externaliser sa mise en œuvre par l'intermédiaire d'un marché public attribué à un prestataire extérieur spécialisé, le cabinet ALLODISCRIM.

Ce marché est conclu pour une durée de 2 ans du 21/06/2023 au 20/06/2025, renouvelable pour une année maximum jusqu'au 20/06/2026.

Les collectivités et établissements publics qui le demandent peuvent adhérer au dispositif qui comprend les composantes ci-après, telles que prévues par le décret précité :

- une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;
- une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
- une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée.

Cette adhésion permet à la collectivité de répondre aux obligations fixées par le décret n° 2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- L'accès à un outil dématérialisé et sécurisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges) ;
- Des prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

Pour les collectivités affiliées qui adhèrent au dispositif, la participation annuelle aux frais de gestion de cette nouvelle mission est contenue dans la cotisation additionnelle due au CDG13.

En cas de signalement via la plateforme, la collectivité devra s'acquitter auprès du titulaire ALLODISCRIM en charge de l'orientation et de l'accompagnement des agents du coût des prestations délivrées. Un certificat d'adhésion tripartite (CDG13, bénéficiaire et prestataire) précisera le coût unitaire de chaque prestation. La collectivité se réserve le droit, au cas par cas, de traiter le signalement en interne, notamment si une enquête administrative s'avère nécessaire.

L'accès à la plateforme et le pilotage du dispositif sont assurés par le CDG13, en lien avec le prestataire.

L'adhésion au dispositif se matérialise par la signature :

- d'une convention d'adhésion bipartite avec le CDG13 qui définit les modalités de mise en œuvre, la durée, les droits et obligations de chacune des parties, les mesures de protection des données personnelles ainsi que les modalités de résiliation ;

Projet de délibération

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du CDG13

- d'un certificat d'adhésion tripartite (CDG13, bénéficiaire et prestataire) qui fixe les conditions de mise en œuvre de l'accompagnement des agents et des employeurs le cas échéant.

La durée de la convention ne peut excéder la durée du marché.

Pour les employeurs de moins de 50 agents

La convention d'adhésion a fait l'objet d'un avis du Comité Social Territorial du CDG13 en date du A compléter.

Pour les employeurs de 50 agents et plus :

La convention d'adhésion a fait l'objet d'un avis du Comité Social Territorial en date du A compléter.

Le conseil, après en avoir délibéré :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L.135-6 ;

Vu le Code du travail ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu la délibération n°45/23 du Conseil d'Administration du CDG13 en date du 20 juin 2023 relative à l'instauration d'un dispositif de signalement des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes pour les collectivités et établissements publics du département ;

Vu l'information du Comité Social Territorial en date du..... ;

Vu l'exposé du Maire ou du Président et considérant l'intérêt pour la commune (ou établissement public)d'adhérer au dispositif susvisé pour le compte de ses agents ;

DECIDE

Article 1 : D'adhérer au dispositif susvisé à compter de la date de signature de la convention d'adhésion.

Article 2 : D'approuver la convention d'adhésion avec le CDG13 et d'autoriser le maire (ou le Président) à la signer.

Article 3 : D'autoriser le maire (ou le Président) à signer tous les documents utiles à l'adhésion et à son exécution.

Article 4 : De dire que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

Fait et délibéré àle

(Qualité, nom, prénom)

Signature

Projet de délibération

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du CDG13



PROJET DE DELIBERATION
ADHESION DISPOSITIF DE SIGNALEMENT
COLLECTIVITES/ETABLISSEMENTS NON AFFILIES

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes proposé par le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône (CDG13)

Avertissement : ce modèle ne constitue qu'une trame indicative à adapter selon les employeurs. Elle contient à minima les informations indispensables à l'adhésion au dispositif proposé par le CDG13.

L'an deux mil vingt trois

Le (jour) (mois) à (heures minutes)

Le conseil municipal (ou d'administration...) légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Madame / Monsieur , Maire/Président

Date de convocation :

Date d'affichage :

Nombre de conseillers :

- en exercice :
- Présents :
- Votants :
- Pouvoir :

Présents :

Absents :

Monsieur (ou Madame) le Maire (ou le Président) rappelle à l'assemblée :

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (TFP) a créé un nouvel article 6 quater A dans la loi n°83-634 fixant les droits et obligations des fonctionnaires, qui prévoit pour les employeurs des trois versants de la fonction publique, l'obligation d'instaurer un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein des collectifs de travail.

Projet de délibération

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du CDG13Page 1 sur 4

Ce dispositif est désormais codifié à l'article L.135-6 du code général de la fonction publique (CGFP) et le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise les mesures à mettre en œuvre par les employeurs publics.

La loi précitée crée également un nouvel article 26-2 dans la loi 84-53 (relative au statut de la fonction publique territoriale) qui indique que « les centres de gestion mettent en place, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu à l'article 6 quater A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée ».

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône (CDG13) propose une nouvelle prestation pour la mise en place de ce dispositif obligatoire. Il a choisi d'externaliser sa mise en œuvre par l'intermédiaire d'un marché public attribué à un prestataire spécialisé, le cabinet ALLODISCRIM.

Ce marché est conclu pour une durée de 2 ans du 21/06/2023 au 20/06/2025, renouvelable pour une année maximum jusqu'au 20/06/2026.

Les collectivités et établissements publics qui le demandent peuvent adhérer au dispositif qui comprend les composantes ci-après, telles que prévues par le décret précité :

- une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;
- une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
- une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée.

Cette adhésion permet à la collectivité de répondre aux obligations fixées par le décret n° 2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- L'accès à un outil dématérialisé et sécurisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges) ;
- Des prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

Pour les collectivités non affiliées qui adhèrent au dispositif, une participation annuelle aux frais de gestion est fixée dans la convention d'adhésion et s'établit comme suit :

Seuil collectivité	Montant de la participation financière
Entre 350 et 999 agents	800 €
Entre 1 000 et 1 999 agents	1 200 €
+ de 2 000 agents	1 500 €

Le CDG13 établit chaque année un mémoire financier adressé à la collectivité adhérente.

En cas de signalement via la plateforme, la collectivité devra s'acquitter auprès du titulaire ALLODISCRIM en charge de l'orientation et de l'accompagnement des agents du coût des prestations délivrées. Un certificat d'adhésion tripartite (CDG13, bénéficiaire et prestataire) précisera le coût unitaire de chaque prestation. La collectivité se réserve le

Projet de délibération

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du CDG13

droit, au cas par cas, de traiter le signalement en interne, notamment si une enquête administrative s'avère nécessaire.

L'accès à la plateforme et le pilotage du dispositif sont assurés par le CDG13, en lien avec le prestataire.

L'adhésion au dispositif se matérialise par la signature :

- d'une convention d'adhésion bipartite avec le CDG13 qui définit les modalités de mise en œuvre, la durée, les droits et obligations de chacune des parties, les mesures de protection des données personnelles ainsi que les modalités de résiliation ;
- d'un certificat d'adhésion tripartite (CDG13, bénéficiaire et prestataire) qui fixe les conditions de mise en œuvre de l'accompagnement des agents et des employeurs le cas échéant.

La durée de la convention ne peut excéder la durée du marché.

La convention d'adhésion a fait l'objet d'un avis du Comité Social Territorial en date du A compléter.

Le conseil, après en avoir délibéré :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L135-6 ;

Vu le Code du travail ;

Vu la loi n°2 019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu la délibération n°45/23 du Conseil d'Administration du CDG13 en date du 20 juin 2023 relative à l'instauration d'un dispositif de signalement des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes pour les collectivités et établissements publics du département ;

Vu l'information du Comité Social Territorial en date du..... ;

Vu l'exposé du Maire ou du Président et considérant l'intérêt pour la commune (ou établissement public)d'adhérer au dispositif susvisé pour le compte de ses agents ;

DECIDE

Article 1 : D'adhérer au dispositif susvisé à compter de la date de signature de la convention d'adhésion.

Article 2 : D'approuver la convention d'adhésion avec le CDG13 et d'autoriser le maire (ou le Président) à la signer.

Article 3 : D'autoriser le maire (ou le Président) à signer tous les documents utiles à l'adhésion et à son exécution.

Article 4 : Prends acte de la délibération du conseil d'administration du CDG 13 n° 45/23 en date du 20 juin 2023 qui fixe une participation annuelle pour les collectivités non affiliées aux frais de gestion comme suit :

Seuil collectivité	Montant de la participation financière
Entre 350 et 999 agents	800 €
Entre 1 000 et 1 999 agents	1 200 €
+ de 2 000 agents	1 500 €

Article 5 : De dire que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

Fait et délibéré àle

(Qualité, nom, prénom)

Signature

Projet de délibération

Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du CDG13



DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE FICHE D'IDENTIFICATION COLLECTIVITÉ

Identification de la collectivité adhérente	
Dénomination collectivité adhérente	
Nom / prénom du Maire ou du Président	
Courriel	
Numéro SIRET	
Adresse	
Code postal	
Ville	
Strate démographique	
Effectif (titulaires, stagiaires et contractuels)	
Tél. (standard)	
Coordonnées contact administratif	
Nom / prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	
Coordonnées référent(s) dispositif de signalement	
Nom / prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	
Nom / prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	